VOLCKART, Oliver, *Wettbewerb und Wettbewerbsbeschränkung im vormodernen Deutschland 1000-1800*

Guillaume Garner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/921>

DOI : 10.4000/ifha.921

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Guillaume Garner, « VOLCKART, Oliver, *Wettbewerb und Wettbewerbsbeschränkung im vormodernen Deutschland 1000-1800* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2004, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/921> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.921>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

VOLCKART, Oliver, *Wettbewerb und Wettbewerbsbeschränkung im vormodernen Deutschland 1000-1800*

Guillaume Garner

- 1 L'objet de ce livre, issu d'une thèse d'habilitation en sciences économiques, est d'appliquer l'appareil conceptuel de l'école institutionaliste au cas de l'Empire entre les XI^e et XVIII^e s. pour comprendre les rapports et les interactions entre la concurrence et l'évolution d'institutions précises, les relations d'influence entre concurrence et institutions étant réciproques. L'école institutionaliste postule en effet que les institutions jouent un rôle décisif, à la fois en favorisant ou en retreignant la concurrence, c'est-à-dire l'accès d'acteurs (individuels ou collectifs) à certains marchés, et en ayant des conséquences (à la hausse ou à la baisse) sur les coûts de transaction, c'est-à-dire des coûts apparaissant avec la création, le changement, l'utilisation et la transmission de droits de propriété (« property-rights »). Ce faisant, les acteurs engagés dans ces processus sont supposés agir exclusivement en fonction de critères de rationalité économique.
- 2 Partant du constat selon lequel il n'existe aux XI^e-XIII^e s. pas d'État au sens actuel du terme, O.V. étudie d'abord l'organisation politique et sociale de l'Empire, dans lequel la sécurité est au centre d'une concurrence entre différents acteurs. Un second chapitre s'attache à étudier la concurrence sur ce marché et à montrer qu'elle a provoqué à partir du XIV^e s. une évolution de l'organisation de l'économie ayant favorisé l'expansion de marchés de produits concurrentiels. Les deux chapitres suivants étudient ensuite les tentatives de limitation de la concurrence sur ces deux marchés, par les corporations sur les marchés des produits, par les États en formation sur le marché de la sécurité. Le cinquième et dernier chapitre s'attache enfin à montrer que la concurrence entre États (ou entre entités politiques) a contribué à vider les corporations de leur capacité à restreindre la concurrence et a ainsi favorisé l'émergence, à la fin du XVIII^e s., de l'« économie de marché » contemporaine.

- 3 Le principal mérite de cette étude est de fournir des outils théoriques permettant de comprendre à la fois les relations entre ce qu'on appelle aujourd'hui « État » et « économie », et le rôle que jouent les institutions, qui ne sont pas considérées d'un bloc comme des obstacles au déploiement de l'économie de marché. L'utilisation de ces outils théoriques permet en outre de déconstruire des notions comme celles d'« État » ou de « société » et d'éviter ainsi la rétro-projection sur l'époque médiévale-moderne de définitions actuelles. Le recours à la notion de coûts de transaction s'avère enfin judicieux pour comprendre certains aspects de la formation des États modernes, le recours à l'écrit et les progrès dans les infrastructures de transport ayant ainsi permis à ces États d'imposer plus facilement et sur une surface territoriale plus vaste leur monopole (même partiel) de la sécurité militaire et juridique.
- 4 La démarche suivie suscite néanmoins des interrogations et des réserves. Il faut tout d'abord remarquer que l'auteur s'appuie exclusivement sur des travaux de littérature secondaire rédigés soit par des économistes, soit (en majorité) par des historiens. L'absence d'étude de sources et de vérification empirique des thèses avancées suscite ainsi chez le lecteur l'impression d'être confronté à une démonstration théorique dont la portée heuristique concrète n'est pas démontrée. Cette impression est accrue par l'examen de la bibliographie, dont l'élaboration semble avoir été sélective. Ainsi le postulat de la rationalité économique comme moteur des comportements des acteurs possède pour l'auteur un degré de validité universel et constant pendant huit siècles, ce qui aboutit à détacher les comportements « économiques » des individus de leur contexte social, religieux, culturel, intellectuel. Les travaux relevant de l'histoire culturelle et contrecarrant cette thèse (comme par exemple l'étude de Winfried Schulze sur les notions d'intérêt collectif et d'intérêt personnel) ne sont par conséquent pas mentionnés. Cette objection renvoie au projet même de cette étude, dont on ne sait si elle prétend livrer un schéma explicatif parmi d'autres ou une explication globale excluant les autres. L'affirmation d'O.V. selon laquelle la société des XIe-XIVe s. peut dans son intégralité être interprétée comme « un marché de la sécurité », comportant d'un côté une « offre » (des « Sicherheitsanbieter ») et de l'autre une « demande », suggère cependant la seconde explication, la notion de « marché » y apparaissant alors comme un invariant au même titre que l'axiome de la rationalité économique comme moteur premier du comportement des acteurs étudiés.
- 5 Le second problème renvoie à l'idée selon laquelle la croissance économique n'est possible qu'une fois garanties la concurrence la plus « parfaite » et l'utilisation la plus libre possibles des droits de propriété individuels, idée qui a été réfutée par nombre d'enquêtes empiriques, dont l'étude de Stefan Gorissen recensée dans ces pages. De même, l'affirmation selon laquelle les corporations sont des « cartels » dont l'existence explique que l'Empire ne connaisse pas aux XVIe-XVIIIe s. d'« économie de marché », ne permet pas de comprendre une partie de leur rôle, qui était de veiller à la fois au contrôle de la qualité des produits et à la formation de la main-d'œuvre artisanale. Une telle affirmation montre qu'en définitive le projet de retracer l'affirmation ou (selon les périodes) la remise en cause des « éléments fonctionnels de l'économie de marché » risque d'aboutir à une lecture téléologique de l'histoire économique et sociale des périodes médiévale et moderne.
- 6 Guillaume GARNER (École Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines, Lyon)